

# **APRES LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES LA CLASSE OUVRIÈRE INVAINCUE...**

Depuis Fernand Pelloutier, les anarcho-syndicalistes savent à quoi s'en tenir sur les «*irréalisables promesses de la politique*». Certes, dans une guerre on n'a pas toujours le choix du terrain mais il n'est jamais indiqué de choisir systématiquement et de privilégier le terrain de l'ennemi. Or, le terrain électoral, qu'il s'agisse de la démocratie parlementaire ou, plus encore, du système plébiscitaire remis en honneur par De Gaulle, appartient en propre à la bourgeoisie qui en fait le fondement même de la légitimité de l'état que, patiemment, et grâce à un effort séculaire elle a édifié pour la défense de ses intérêts de classe.

D'ailleurs ceux qui à l'usine ou sur les chantiers vendent leur force de travail ne s'y sont pas trompés et, avec un sûr instinct de classe, restituent au terrain électoral ses justes dimensions. Même s'ils votent, ils font beaucoup plus confiance à l'action directe et à leurs syndicats pour assurer la défense de leurs intérêts de classe.

Bien évidemment, cela ne signifie pas que les anarcho-syndicalistes nient l'importance des élections, ce qui reviendrait à nier le rôle et la place de l'état. Or, l'état, mieux que quiconque, les anarcho-syndicalistes le connaissent. Dans le dur combat, qu'internationalement, il leur a fallu mener pour la défense des intérêts ouvriers, toujours ils l'ont trouvé devant eux... tantôt doucereux et «prêt à la concertation», tantôt brutal et sanglant, toujours fidèle gardien des intérêts généraux de la bourgeoisie.

Mais dans la mesure où les élections tendent à une nouvelle répartition des cartes parmi les «hommes d'état» qui, directement ou non s'approprient à servir les intérêts de la bourgeoisie, la classe ouvrière, quant à elle, a intérêt à connaître les hommes qu'elle va trouver devant elle et la nature des armes qu'ils vont être amenés à utiliser pour tenter de la réduire à merci.

D'où la nécessité d'une étude attentive de la situation politique née des scrutins des 12 et 19 mars 1978.

## ***L'union de la Gauche battue, la classe ouvrière invaincue:***

Les choses sont parfaitement claires et les votes des «bastions ouvriers» le prouvent. Il faut faire preuve de l'infantilisme politique de la petite bourgeoisie (dont André Henry, l'actuel secrétaire de la F.E.N., qui considère comme positif le pacte espagnol de la Moncloa qui, selon lui, «conduit tous les partis politiques à adopter une stratégie d'union, justement pour préserver les chances de la démocratie...»! est un des plus beaux fleurons) pour identifier classe ouvrière et union de la gauche. Certes, il est probable que nombreux furent les ouvriers (mais pas assez pour lui donner la victoire) qui ont voté pour la «gauche» sans pour autant et, en aucune manière, s'identifier à elle. Mieux, de plus en plus nombreux sont les ouvriers qui aujourd'hui auraient tendance à mettre politiciens de droite et de gauche dans le même panier.

## ***Les rendez-vous de Giscard ou "Entre gens bien élevés":***

Les résultats des élections étaient à peine décomptés que Giscard envoyait ses invitations (directe et personnelles comme l'a fait remarquer Mitterrand) et tout le monde (Séguy et Marchais compris) de se précipiter à l'Elysée!...

L'attitude de Marchais et de Séguy n'a pu surprendre que les gogos qui croient au «polycentrisme» ou à «l'euro-communisme» autrement dit qui s'imaginent que l'appareil international du stalinisme s'est gentiment dissous pour laisser la place à des partis nationaux staliniens agissant pour leur propre compte et chacun à sa guise dans leur pays respectif.

Or, la réalité est toute autre: la stratégie des P.C. nationaux reste étroitement subordonnée aux besoins

de la bureaucratie du Kremlin. Dans ces conditions, on ne voit pas pourquoi le P.C.F. ferait cavalier seul et appliquerait une politique différente de celle mise en œuvre par les P.C. italien, portugais ou espagnol qui, chacun à leur façon, collaborent ouvertement avec leur propre bourgeoisie pour tenter d'interdire à la classe ouvrière d'intervenir sur son propre terrain.

Qu'on ne s'y trompe pas, le chassé-croisé de l'Elysée tend à nous préparer une situation à l'italienne.

### **Le 3ème tour social:**

C'est ce que la grande presse appelle d'ores et déjà le 3ème tour social. De quoi s'agit-il ?

Selon ces messieurs, le premier tour aurait donné la majorité des voix à «la gauche», le deuxième tour la majorité des sièges à «la droite».

Certains gaullistes avisés comme M. Maurice Duverger imaginent déjà un retour à un scrutin proportionnel qui donnerait la majorité aux appareils dirigeant le P.C.F. et le P.S.F. (Parti Socialiste Français).

Mais en attendant les jours bénis de la proportionnelle, le rôle des appareils risque d'être dangereusement réduit d'autant que Chirac et les chiraquiens ne jouent pas le jeu et font preuve de beaucoup d'appétit.

Conclusion et, toujours selon ces messieurs, imaginons un «troisième tour» qui permettrait (dans une certaine mesure) de réintroduire dans le circuit les vaincus des élections législatives et les associerait le plus directement possible aux tâches du maintien de l'ordre capitaliste et bureaucratique.

Mais quels moyens pour obtenir ce résultat?

Bonnes gens, observez ce qui se passe en Italie, puis lisez attentivement ce qu'écrivent Mitterrand, Marchais, Edmond Maire, Séguy et l'inévitable mouche du coche: André Henry en deuil d'un ministère, et vous serez pleinement édifiés sur ce qu'on voudrait faire avaler à la classe ouvrière française.

### **Le néo-corporatisme:**

Jusqu'à maintenant, nous étions à peu près les seuls à parler de néocorporatisme, ce qui nous a valu les sarcasmes de certains esprits forts, qui, dans le meilleur des cas, nous taxaient de «passéisme»... et pourtant, un Ultra-Montain, Bruno Trentin, secrétaire de la C.G.I.L. (C.G.T. italienne), membre du P.C.I. ... la «Tribune socialiste» du 16 juillet nous apprend que:

*«Nouveau secrétaire de la C.G.I.L. (la C.G.T. Italienne), Bruno Trentin participait le 24 juin dernier à un débat organisé par la Maison populaire de Montreuil et la revue Dialectiques (sur le thème: «démocratie de base - démocratie représentative et place des associations dans le mouvement populaire à partir de l'exemple italien». Devant 600 personnes (dont Althusser), Bruno Trentin centra son long exposé introductif sur le rôle du mouvement syndical italien face à la crise.*

*Pour Bruno Trentin, la crise italienne pose un problème central: celui des rapports de pouvoir. Cette crise institutionnelle porte en germe la transformation de l'Etat. L'Italie est dans une phase de transition où s'affrontent, au niveau de l'Etat, le «vieux» et le «nouveau». Ce vieux monde qui se disloque, c'est celui de la bureaucratie centralisatrice, du clientélisme politique. Ce nouveau monde qui émerge, c'est la multiplication d'embryons de pouvoir populaire à la base. Les structures étatiques sont en crise: que ce soit l'école, le logement, la santé.*

*Cela a conduit le mouvement syndical à mettre en avant des revendications de contrôle: sur la consommation et les prix, sur le secteur nationalisé, sur l'orientation des investissements industriels et agricoles. Cela implique un changement des structures de décision dans la production qui modifiera tous les équilibres de pouvoir, y compris au niveau de la «société civile». Trentin rappela alors les réformes que propose la C.G.I.L.: décentralisation et gestion sous le contrôle des travailleurs; politique de planification s'appuyant si besoin sur des mesures de coercition au niveau des investissements.*

*Ces propositions s'intègrent dans une stratégie qui se définit par une critique assez dure de la gauche des partis qui maintient une vision traditionnelle du pouvoir central. En fait, la C.G.I.L., par la voix de Trentin, souhaite un modèle où l'Etat et ses institutions soient en interaction avec des organes de démocratie de base. Les moyens tactiques à utiliser seraient:*

- la cogestion des investissements dans l'entreprise par le mouvement syndical;*
- la «gestion corporative» de l'Etat sur la base d'une concertation triangulaire entre patronat, mouvement syndical et exécutif étatique. L'objectif est de mettre les institutions traditionnelles devant le fait accompli».*

Camarades, vous avez bien lu: Bruno Trentin (l'équivalent en Italie de Georges Séguy en France et secrétaire d'une «grande centrale unique et démocratique» dont rêve André Henry) propose comme «moyen tactique» la «gestion corporative de l'état», l'objectif étant de mettre les institutions traditionnelles devant le fait accompli.

A quand la «marche sur Rome» et la réhabilitation de Bénéto Mussolini?

Mais en tous temps et en tous lieux, qu'il s'agisse de l'Italie de Mussolini, du Portugal de Salazar, de l'Espagne de Franco ou de l'Allemagne nationale-socialiste la «gestion corporative» de l'Etat n'a jamais poursuivi qu'un seul objectif: détruire les organisations ouvrières en tant que telles pour leur substituer de prétendus syndicats «associés» à la gestion de l'économie capitaliste.

La «gestion corporative de l'Etat» proposée par le stalinien Trentin n'échappe pas à cette finalité. Il suffit de lire «Le Monde» qui nous apprend qu'en Italie:

*«pour réaliser le plein emploi à moyen terme, les trois principales confédérations (C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L.) réclament d'être associées à une programmation économique sérieuse...*

*Les syndicats acceptent en revanche que les travailleurs supportent un certain nombre de contraintes: modération des augmentations salariales lors du renouvellement des conventions collectives, et leur étalement sur trois ans; possibilité de changer les travailleurs de poste, d'entreprise et même de secteur par le biais d'une agence de l'emploi; limitation à un an de la prise en charge par la caisse de chômage partiel; fin du cumul intégral de l'indemnité de départ (la «liquidation») avec les pensions de retraite».*

Nous retrouvons ici les idées exprimées par André Henry dans la motion d'orientation du dernier congrès de la F.E.N.:

*«Cette aspiration à la maîtrise par chacun de son travail et de sa vie s'est ces dernières années résumée et cristallisée dans le terme «d'autogestion». Au-delà des débats nés autour de ce mot, nous avons à définir une pratique qui satisfasse concrètement cet espoir:*

*- au niveau des entreprises et des services collectifs par la participation à la gestion de ces services de leurs travailleurs et de leurs usagers. La F.E.N. réaffirme sa volonté de voir le service public et laïc d'éducation géré d'une manière tripartite par l'Etat, les personnels d'éducation et les usagers, dans le cadre d'une nationalisation laïque de l'enseignement.*

*- au niveau de la vie locale, par une décentralisation des décisions réalisant un équilibre entre les aspirations locales à une capacité accrue d'initiative et de gestion, ainsi que la prise en compte des identités régionales (y compris dans leur expression culturelle), et les exigences de la collectivité nationale».*

Sans oublier les thèmes habituels de: *«...la mise en œuvre d'une planification souple et démocratiquement élaborée...»* et de *«...la réflexion sur la nature de notre croissance...».*

Il est vrai également que le rédacteur du «Monde» ajoute:

*«Il n'est pas facile de comprendre, de l'étranger, les syndicats italiens. Leurs dirigeants ont un niveau de culture élevé et une origine sociale souvent très différente de celle de leurs homologues français».*

Ce qui devrait faire plaisir au distingué secrétaire de ce que Serge Mahé baptisait fort justement la «nouvelle F.E.N.» et qui de par son «niveau de culture» devrait se sentir proche des dirigeants italiens.

Mais tout ce beau monde devrait se rappeler que nous sommes en France où «la gestion corporative de l'Etat» suppose d'abord la neutralisation des réformistes de la C.G.T.-F.O.

Nul n'ignore les efforts déployés par le secrétaire de la nouvelle F.E.N. et quelques autres pour tenter de convaincre André Bergeron et ses camarades de se joindre au front auto-gestionnaire (de Giscard à Marchais). Jusqu'à preuve du contraire, ces efforts seraient demeurés vains. Alors, en France... la gestion corporative de l'Etat!...

**Alexandre HÉBERT.**

-----